

DIAL 2548

GUATEMALA - L'occupation des grands domaines crée un climat de tension : paysans et grands propriétaires exigent une intervention du gouvernement

Rocio Bonini

mardi 16 avril 2002, mis en ligne par [Dial](#)

Plusieurs grandes propriétés ont été occupées début mars au Guatemala par des paysans qui déclarent préférer mourir en luttant que mourir de faim. Alors que la mauvaise application des Accords de paix est critiquée par de nombreuses instances, les paysans dénoncent l'absence de politique de développement rural. Article de Rocío Bonini, [Prensa libre](#), lundi 4 mars 2002, Guatemala.

L'occupation de grands domaines crée un climat de tension entre paysans et propriétaires terriens. Les premiers justifient leur action par la faim ; les seconds la jugent illégale et exigent des mesures de la part des autorités pour que soit respectée la propriété privée. En revanche, les uns et les autres s'entendent pour dire que le gouvernement doit intervenir avant que la situation empire et débouche sur un affrontement aux conséquences tragiques. Plusieurs organisations paysannes ayant menacé de faire passer de plus de 20 à une centaine le nombre de propriétés occupées avant la fin de l'année, les propriétaires ont rétorqué en affirmant qu'ils défendraient leurs terres avec tous les moyens à leur disposition.

Divers domaines ont été occupés la semaine passée. Humberto Preti, de la Chambre d'agriculture, a déclaré à ce sujet : « Le problème est qu'en permettant de tels actes, on met en jeu l'État de droit et qu'il n'y a aucune sécurité juridique ; du coup, personne n'investit ». Le représentant du secteur agricole auprès de l'OIT a ajouté : « Si l'on continue dans cette voie, il est clair que le système agraire va s'effondrer, et que le peu qui reste de l'agriculture va cesser de produire des revenus et des emplois au pays. », « Ce qui est inquiétant, a précisé M. Preti, c'est que cette situation peut se transformer en une bombe sociale, parce qu'il n'y a que deux possibilités : ou bien l'investissement quittera le pays, ou bien ceux qui ne pourront partir se défendront comme ils pourront, et nous aurons alors un affrontement, parce que nous sommes exactement dans la même situation que celle que nous avons connue dans la dernière phase du conflit armé. »

L'autre son de cloche

Selon Samuel Reyes, de l'association Mayas sin Tierra, si les paysans envahissent les propriétés, c'est parce qu'ils se sentent abandonnés ; « face à un soulèvement général, peut-être que le gouvernement s'occupera d'eux », a-t-il expliqué. Ces déclarations montrent bien que le monde indigène et paysan est à bout, et que beaucoup de ceux qui occupent les terres disent préférer mourir en luttant plutôt que mourir de faim, et qu'ils n'ont pas peur d'une autre guerre. « Si les conditions de vie des travailleurs étaient correctes, on n'aurait pas besoin de se battre. On ne bougera pas d'ici, on obtiendra un soutien national et international, et les zapatistes ont dit qu'ils peuvent nous aider », a affirmé un des colons installés sur le

domaine de San Luis, Malacatán, San Marcos. « Est-ce que le Guatemala se prépare à une autre guerre civile ? Les groupes paysans sont déjà constitués ; beaucoup se rappellent dans quelles circonstances certains de leurs proches ont perdu la vie, mais tous espèrent que le gouvernement fera quelque chose pour éviter que l'on en vienne à une telle extrémité », a indiqué Reinaldo González, de la Coordination nationale syndicale et populaire (CNSP).

Les occupants et les propriétaires s'entendent sur un point : dans les accords de paix signés par le gouvernement en 1996, l'État s'est engagé à régler le problème agraire. Mais, la solution se faisant attendre, ils exigent que l'on trouve dès que possible un remède pour débloquer la situation. À cet égard, M. Preti est convaincu que les politiques suivies par le gouvernement, défavorables aux entreprises, sont à l'origine de ce problème et ont facilité l'effondrement de l'économie.

Propriété privée

À maintes reprises, la Chambre d'agriculture a exprimé sa position sur le sujet, disant clairement que ce que font les paysans n'est ni plus ni moins qu'un acte d'usurpation à classer au rang des délits. Aux dires de Carlos Nájera, directeur général de l'Union agricole de Huleros, les occupations de plantations de caoutchouc se sont multipliées ces dernières semaines. Selon lui, le gouvernement devrait prêter davantage attention à ce problème. Devant tant d'indifférence, l'Union compte lancer un appel officiel à la communauté internationale pour qu'elle intervienne parce que « ces actes perpétrés par les paysans vont nous faire revenir en arrière, au moment où la guerre a éclaté ».

Domaines à problèmes

Plusieurs domaines sont actuellement occupés. Cinq d'entre eux se trouvent à Izabal, d'autres à Alta Verapaz, Quiché, Retalhuleu, Suchitepéquez et San Marcos. L'exploitation de San Luis, située à El Carmen frontera, Malacatán, San Marcos, fait partie de celles dont on a entendu le plus parler ces derniers jours. Elle a été occupée pour la deuxième fois le 26 février. À cette occasion, les esprits se sont échauffés, et des troubles s'en sont suivis. D'après la version des propriétaires, les paysans, munis d'armes de gros calibre, se sont emparés du centre du domaine et ont fait des dégâts dans les bureaux et la maison de maître ; de même, ils auraient blessé et retenu en otage le chef de la sécurité de l'immeuble. Les paysans affirment avoir agi de manière pacifique. Mille cinq cents colons en possession d'un mégaphone, armés de bâtons et de machettes, ont réussi à occuper la propriété. Selon un des paysans, à la vue d'un si grand nombre d'indigènes, les gardes ont pris peur et ont commencé à tirer, raison pour laquelle il a fallu les neutraliser et les désarmer. Les paysans affirment avoir trouvé différentes armes : grenades à fragmentation, fusils AK47 et calibre 12, balles explosives et autres munitions. Ils ont indiqué que cet arsenal serait restitué lorsqu'un accord aurait été conclu. Lors d'une visite effectuée sur place, on a pu constater que les paysans se maintiennent sur leurs positions, qu'ils abandonneront, disent-ils, uniquement lorsque leurs exigences auront été satisfaites. On a pu également observer que la maison de maître n'avait pas été endommagée, pas plus que les autres installations du domaine.

Les mêmes arguments

Dans d'autres domaines occupés que l'on a visités, les arguments avancés par les paysans pour justifier leur geste sont les mêmes : faim, dénuement, manque de travail, conditions inhumaines. Ce n'est là qu'une partie des motifs donnés par les indigènes, pour qui l'appropriation de grandes propriétés constitue un moyen de pression. Il s'y ajoute le fait que, selon les occupants, ces terres leur appartiennent, à eux ou à leur famille, étant donné que beaucoup disent y être nés et détenir d'anciens titres de propriété. De manière générale, lorsqu'ils se sont emparés d'une propriété, ils s'organisent de telle manière que les uns peuvent sortir travailler pendant que les autres gardent les lieux et s'occupent des femmes et des enfants. Même ainsi, il n'est pas facile de trouver du travail car les responsables des domaines occupés communiquent avec leurs voisins pour leur recommander de ne pas engager les paysans en révolte. Un grand nombre d'« envahisseurs » sont des enfants qui accompagnent leurs parents. Confinés comme ils le sont, ces enfants ne peuvent aller à l'école, et manquent de nourriture, de médicaments et même, souvent, d'eau potable.

Quel soutien ?

En règle générale, ces groupes de paysans bénéficient du soutien d'organisations syndicales et populaires. De l'avis de la Chambre d'agriculture, les paysans qui envahissent des terres sont souvent manipulés par des chefs syndicaux ou religieux. Ces derniers en attendent des avantages économiques ou une plus grande popularité. Quant à elle, la CNSP, autrefois UASP, répète que la seule chose qui unit ses membres à ces paysans est la solidarité car, dans leur majorité, les occupants appartiennent ou ont appartenu au syndicat des travailleurs des domaines en cause. La CNSP ne se limite pas, en signe de solidarité, à émettre des communiqués, mais elle se rend sur les lieux pour donner aux paysans plus ou moins des conseils « juridiques et techniques ». Autrement dit, elle leur enseigne comment agir pour ne pas s'attirer de problèmes supplémentaires. Les paysans ne reçoivent pas d'autre appui en dehors des organisations citées. Témoin l'organisation Mayas sin Tierra qui, depuis le 15 septembre dernier, lutte pour une « parcelle de terre » le long de la route de Puerto de Champerico à Retalhuleu. Elle assure que, pendant tout ce temps, elle n'a eu aucun contact avec des fonctionnaires du gouvernement susceptibles de trouver une solution.

Explication de la situation

Selon les indigènes, ces mesures de pression n'ont pas porté les fruits escomptés, puisque leurs exigences restent sans réponse. La question est donc de savoir pourquoi de telles pratiques se poursuivent. Selon les employeurs, c'est parce qu'elles constituent un moyen de s'enrichir pour quelques-uns, qui profitent du manque d'éducation des indigènes pour les pousser à commettre des actes délictueux. Pour leur part, les paysans assurent qu'ils agissent de cette façon simplement poussés par le besoin et par la faim.

Exigences

Dans cette lutte pour la terre, paysans et propriétaires ont des positions différentes mais concordent pour demander des solutions au gouvernement.

- Ils demandent que les autorités respectent les Accords de paix. Ils exigent également un plan économique et de travail qui soit supportable pour les paysans.
- Ils veulent que les crédits qui seront obtenus à la suite du déplacement à Washington [1] soient investis conformément à ce qui a été promis.
- Ils veulent que l'on respecte les décisions prises au sein du Groupe consultatif.
- Ils demandent l'achat, pour les paysans, de domaines cultivables.
- Enfin, ils exigent la création d'une commission de haut niveau composée de représentants des parties suivantes : gouvernement, employeurs, Minugua (Mission des Nations unies pour le Guatemala), communauté agraire de San Marcos, Coordination nationale syndicale et populaire, et paysans en conflit.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2548.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Prensa libre](#), lundi 4 mars 2002, Guatemala.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Lieu de réunion du Groupe consultatif qui a regroupé les représentants des 22 pays donateurs et coopérants au processus de paix, les représentants du gouvernement, de l'ex-guérilla, de différents groupes sociaux ou d'entreprises, ainsi que le président de la Banque interaméricaine de développement (BID) et le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) (NdT).